

29 août 2022

Le saviez-vous :



Des coupures de gaz et d'électricité cet hiver ne

À Mayotte, Darmanin annonce l'ouverture d'un « centre de rééducation et de redressement »



Boulevard Voltaire ⌚ 24 août 2022

Brèves Justice Centre de rééducation et de redressement Gérald
Darmanin

📖 2 minutes de lecture

ALERTE  **INFO**

 **Imprimer, enregistrer en PDF ou envoyer cet article**

En déplacement à Mayotte, le 22 août, le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir créer un lieu de rééducation et de redressement dans le département, dédié aux mineurs délinquants et encadré par des militaires, rapporte *Le Figaro*.

Un centre pour « rééduquer et faire la sanction »

Gérald **Darmanin** a dévoilé les nouvelles mesures qui vont être déployées à Mayotte pour contenir **l'immigration** clandestine et combattre l'insécurité. Il a également annoncé revenir à Mayotte au mois de novembre prochain pour assurer le suivi de ces mesures et, parmi elles, le centre de rééducation pour les mineurs délinquants.

Dans son interview à *Mayotte 1^{re}*, le ministre a précisé que le centre de rééducation militaire de Mayotte serait « *l'un des premiers* » à être construits,

sans dévoiler où seraient les suivants. Il s'agira de « *lieux de rééducation, de redressement d'une partie des enfants, des adolescents très jeunes, qui n'ont pas de parents, ou si peu* ». Il souhaite « *rééduquer et faire la sanction* », en commençant l'expérimentation à Mayotte, le département français le plus touché par la délinquance.

Gérald **Darmanin** s'appuie en cela sur le programme d'Emmanuel Macron. L'idée de centres fermés « *dans un environnement militaire* » avait été portée par le candidat, lors du débat d'entre-deux-tours. À l'écrit, il avait défendu l'ouverture d'un centre éducatif fermé à Mayotte.

En métropole, la proposition reçue avec scepticisme

Plus de vingt ans après la fin de la conscription, « *l'armée charrie toujours le même mythe, celui de pouvoir reprendre en main des **jeunes** que l'Éducation*

*nationale, la **Justice** ou les services sociaux ont perdus* », estime *Le Figaro*. Cette proposition suscite un certain scepticisme dans l'armée. Avec des effectifs réduits et des moyens limités pour répondre aux missions d'encadrement qui lui sont confiées.

 [Imprimer, enregistrer en PDF ou envoyer cet article](#)

1631

vues



Boulevard Voltaire